

L'impact du tourisme au Kenya



2000-09-29

Mike Crawley

[Légende : Une girafe va l'amble dans la Réserve faunique Maasai à Mara.]

L'abondance de la faune et la beauté des plages de sable blanc attirent environ 780 000 visiteurs étrangers au Kenya chaque année. Le tourisme rapporte, d'après les estimations, 500 millions \$ US par an de recettes en devise forte, si bien que ce secteur est devenu la plus importante source d'opérations de change du pays.

Mais pareil afflux n'est pas sans effets sur la société et l'environnement. C'est pourquoi quatre chercheurs de l'Université Moi ont récemment mené, grâce à l'aide financière du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une étude pluridisciplinaire sur les coûts et avantages du tourisme au Kenya. Leur examen a plus spécifiquement porté sur l'incidence du tourisme sur l'économie, la biodiversité, la pollution et la culture. *Même si les nombreux effets pervers du tourisme sur la culture et l'environnement soulevaient de plus en plus d'inquiétudes, nous ne disposons pas de preuves scientifiques*, explique [Paul Omondi](#), coordonnateur du projet et chef du département de géographie de l'Université Moi.

Les sources d'information

Les chercheurs ont recueilli l'information sur certains des sites les plus visités du Kenya : les plages le long de la côte de Mombasa, les réserves cynégétiques Maasai de Mara, Amboseli et Aberdares, et le centre touristique de Nairobi. Ils ont aussi consulté des représentants de l'industrie touristique : hôteliers, voyagistes, employés, Service de la faune du Kenya et fonctionnaires du gouvernement, en plus de poursuivre leurs recherches en Allemagne et en Grande-Bretagne, les deux principaux pays d'où proviennent les visiteurs étrangers.

Les chercheurs ont constaté que les gens qui vivent dans les zones touristiques ou à proximité ne bénéficient guère des retombées économiques dont profite l'industrie. Moins de 2 % de l'argent dépensé dans la Réserve faunique Maasai de Mara (réputée dans le monde entier) retournent à la population locale. Le gros des recettes va aux hôtels de luxe, aux services de transport et aux voyagistes étrangers qui proposent des forfaits-vacances. Même les recettes provenant des droits d'entrée au parc national (jusqu'à 27 \$ US par jour) vont directement engraisser le Trésor public.

Une part infime

Les sommes qui reviennent aux collectivités vivant dans les environs immédiats des réserves ne représentent qu'une part infime des recettes générées par le tourisme, affirme [Mark Odhiambo](#), économiste membre de l'équipe de recherche. L'étude révèle en outre que 70 % des employés des établissements hôteliers des réserves ne sont pas des Maasai.

Le gouvernement kenyan a pourtant une politique qui stipule que les populations locales doivent recevoir le quart des retombées économiques des sites touristiques. N'ayant pu faire la preuve de sa mise en application, les chercheurs ont formulé plusieurs recommandations : la mise en oeuvre de cette politique, la construction et la dotation d'écoles et d'hôpitaux à l'intention des populations locales, et l'assurance qu'au moins la moitié des employés de l'industrie touristique provienne des collectivités locales. Les résultats de la recherche indiquent aussi qu'environ 180 000 Kenyans sont directement employés par cette industrie et que 320 000 autres le sont indirectement.

Des consultations populaires

Les chercheurs estiment également qu'il devrait y avoir des consultations populaires sur le développement touristique. L'irritation est à son comble dans bon nombre des collectivités voisines des lieux touristiques, surtout parmi les exploitants agricoles qui se sont vus interdire le droit de pâturage parce que les terres allaient être transformées en parcs. *On tient rarement compte des populations locales lorsque vient le temps d'élaborer les politiques, déclare Omondi. Pourtant il suffit de faire sentir aux gens qu'ils participent aux prises de décision pour qu'ils aient le sentiment d'avoir un certain pouvoir.*

Au Kenya, le tourisme est presque exclusivement concentré dans deux régions géographiques : les plages de la côte sud et une poignée de réserves fauniques ou de parcs nationaux. Une bande de 150 km le long de la côte nord et sud de Mombasa, bordée d'hôtels réservés aux circuits forfaitaires, attire la moitié des touristes qui visitent le pays. Non seulement cette concentration a-t-elle pour effet de centraliser les avantages (et les coûts) dans une petite zone, mais encore elle rend l'industrie fort vulnérable, signalent les chercheurs. Les conflits ethniques dont la côte a été témoin en 1997 a entraîné une baisse considérable du nombre de visiteurs; l'industrie commence à peine à s'en remettre. Les chercheurs recommandent d'améliorer les installations touristiques dans certaines des régions moins visitées du Kenya afin de répartir dans tout le pays les répercussions et les avantages du tourisme.

L'impact sur la biodiversité

[Baraza Wangila](#), qui a étudié l'impact du tourisme sur la biodiversité, prévient qu'il pourrait y avoir deux tranchants à la popularité de la faune kenyane. La présence humaine qui perturbe la vie dans les parcs nationaux pourrait réduire le nombre des espèces sauvages, ce qui en retour entraînerait une diminution du nombre de touristes. *La capacité biogénique de nos parcs devrait être conçue de façon à ce que les animaux ne soient pas menacés, affirme Wangila.*

Ses recherches ont révélé que la conduite de véhicules hors route dérangeait les habitudes des animaux, que la présence de restaurants modifiait le régime alimentaire des oiseaux et que l'on voyait souvent les babouins se nourrir de déchets. Les chercheurs ont aussi découvert des traces de plomb dans la végétation le long des sentiers des parcs. Sur la côte, les touristes ont fait fuir les crabes (un important maillon de la chaîne alimentaire marine) qui fréquentaient les plages en face des grands hôtels et ils nuisent à la zone intertidale en écrasant les mollusques sous leurs pieds.

Les répercussions sur la culture

Le tourisme est également lié à l'accroissement de la prostitution dans certaines zones, et les prostitués (hommes et femmes) font montre d'un irrespect pour les parcs nationaux proportionnel à leurs revenus. Les chercheurs ont cependant constaté que les activités touristiques pouvaient être profitables à la culture et à l'environnement. Ils soulignent que le tourisme a contribué à la préservation de certaines musiques et danses traditionnelles parmi les Maasai, incité les employés de l'industrie touristique à apprendre des langues étrangères et décuplé la conscience écologique des gens vivant à proximité des réserves fauniques.

Odhiambo estime qu'on pourrait faire davantage pour favoriser le tourisme au Kenya. *Il ne faut rien tenir pour acquis. Nous devons offrir des forfaits intéressants et en faire la promotion avec efficacité*, dit-il, ajoutant que le Kenya compte sept attachés affectés au tourisme dans ses ambassades à l'étranger, mais que le budget consacré à la promotion est dérisoire.

Recommandations

Les chercheurs recommandent, d'une part, d'améliorer les installations touristiques et les infrastructures du pays et, d'autre part, d'éliminer les motifs d'insécurité qui font fuir les touristes. Ils recommandent également de mettre un frein aux voyages tout compris par avion affrété car ils laissent le gros des retombées économiques à l'extérieur du Kenya.

Il faut systématiquement analyser les activités touristiques et les gérer soigneusement afin d'en minimiser les effets négatifs, font valoir les chercheurs qui recommandent aussi que le gouvernement crée un centre de surveillance du tourisme. *Le Kenya n'est pas le seul touché*, affirme Omondi, *notre recherche a des répercussions sur d'autres pays en développement qui encouragent le tourisme*. Afin d'aider à la diffusion des résultats de la recherche, l'équipe a préparé un documentaire intitulé *Counting the Costs*.

Mike Crawley est un rédacteur-pigiste présentement basé en Afrique orientale. (Photo : M. Crawley)

[Projet de référence du CRDI # 958519]

Cet article vous inspire des commentaires ? Nous les recevrons avec plaisir à info@idrc.ca.

Renseignements :

Paul Omondi, chef, Département de géographie, Université Moi, PO Box 3600, Eldoret (Kenya);
tél. : (+254-321) 43620; téléc. : (+254-321) 43047; courriel : paomondi@yahoo.com

Mark Odhiambo, doyen, Faculté d'agriculture, Université Moi, PO Box 1125, Eldoret (Kenya);
tél. : (+254-321) 63160; téléc. : (+254-321) 63206; courriel : seedtech@net2000ke.com

Baraza Wangila, doyen, Faculté de gestion des ressources fauniques et forestières, Université Moi, PO Box 3900, Eldoret (Kenya); tél. : (+254-321) 63161; téléc. : (+254-321) 63206; courriel : bwangila@net2000ke.com

Osita Ogbu, administrateur principal de programmes, CRDI, Bureau régional de l'Afrique orientale et australe, Liaison House, 2nd and 3rd Floors, State House Avenue, PO Box 62084, Nairobi (Kenya); courriel : oogbu@idrc.or.ke

Des liens à explorer...

[Des écotouristes au Népal : rendez-vous à Namche Bazar](#), par Elizabeth Kalbfuss.

[Des touristes chez les Amérindiens du Venezuela : sur la pointe des pieds](#), par Lauren Walker.

[Écotourisme dans le nord de la Thaïlande](#), par Glen Hvenegaard.

[La gestion du tourisme pour une capacité d'accueil durable](#), par John Eberlee.

[La perception des droits d'entrée axée sur la durabilité des parcs nationaux de Thaïlande](#), par Catherine Wheeler.